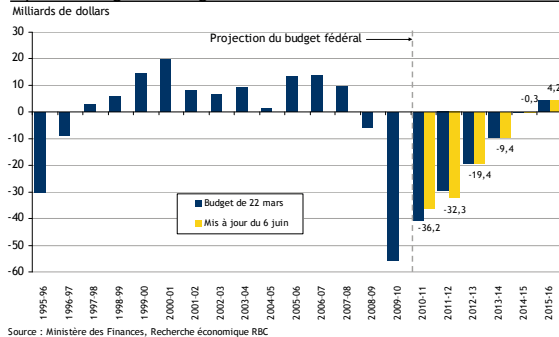


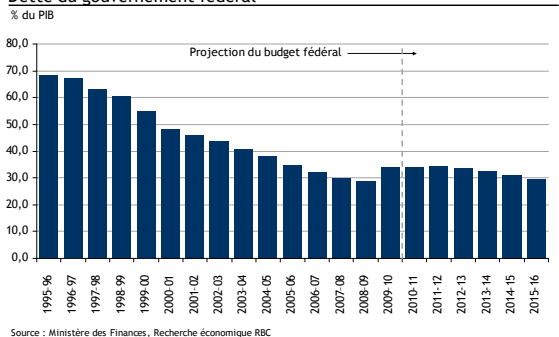
## BUDGET FÉDÉRAL 2011—PRISE 2

Le 6 juin, 2011

### Équilibre budgétaire du gouvernement fédéral



### Dettes du gouvernement fédéral



### Points saillants

- Le montant estimatif du déficit de l'exercice 2010-2011 s'établit actuellement à 36,2 milliards \$, en baisse encore une fois par rapport au montant de 40,5 milliards \$ précisé dans les documents du 22 mars (et comparativement à 45,4 milliards \$ dans la mise à jour budgétaire d'octobre et à 49,2 milliards \$ dans le budget de mars 2010).
- Le déficit projeté du présent exercice a été porté à 32,3 milliards \$.
- Le profil d'équilibre budgétaire des prochains exercices n'a pas été modifié ; le gouvernement fédéral prévoit toujours officiellement le rétablissement d'un excédent d'ici l'exercice 2015-2016. Brian Flaherty, ministre des Finances, a toutefois indiqué que la réduction visée des dépenses (11 milliards \$ en quatre ans), qui n'a pas encore été prise en considération dans le profil, permettra de rétablir l'excédent budgétaire durant l'exercice 2014-2015.
- L'augmentation du déficit de l'exercice 2011-2012 traduit principalement des paiements de transfert de 2,2 milliards \$ à l'intention du Québec, à titre de compensation pour l'harmonisation de sa taxe de vente provinciale et de la TVH.
- Mis à part cette provision à l'intention du Québec, aucune mesure de dépenses ni mesure fiscale n'a été ajoutée par rapport à la version de mars du budget.

### Aperçu

Comme prévu, le budget fédéral de cet après-midi ne contenait aucune surprise ; il correspondait essentiellement au budget présenté le 22 mars, qui a été rejeté par la Chambre des communes avant la dissolution du Parlement le 26 mars (pour consulter notre analyse du budget initial, veuillez vous rendre à l'adresse <http://www.rbc.com/economie/marche/pdf/fedbud11F.pdf>)

L'entente conclue avec le Québec au sujet de la TVH représente la seule modification de politique qui aura une incidence marquée sur le déficit de l'exercice en cours. Il s'agit d'une promesse faite par les Conservateurs durant les élections. Bien qu'aucune entente n'ait encore été définitivement conclue, le gouvernement a comptabilisé les dépenses pour l'exercice 2011-2012. Le montant représente la presque totalité de la révision à la hausse de 2,7 milliards \$ ayant fait passer le montant du déficit de 29,6 milliards \$ à 32,3 milliards \$ pour l'exercice 2011-2012 par rapport au budget de mars (le solde est imputable presque entièrement à une réorientation du profil des dépenses de relance liées aux infrastructures, qui a contribué à la réduction du déficit de l'exercice 2010-2011). La plupart des autres promesses importantes faites durant la campagne (en ce qui concerne leur incidence monétaire), notamment le fractionnement du revenu familial et divers crédits d'impôt ciblés, seront mises en œuvre uniquement après l'atteinte de l'équilibre budgétaire (actuellement prévu durant l'exercice 2015-2016).

Dans le budget de mars, le gouvernement avait mentionné la possibilité d'atteindre l'équilibre budgétaire un an plus tôt que la date officielle prévue, compte tenu d'une revue stratégique des dépenses. Le budget actuel reprend cet engagement en annonçant une réduction des dépenses de 11 milliards \$

Kirsten Cornelson

Économiste

(416) 974-8593

kirsten.cornelson@rbc.com

durant les quatre prochains exercices. Les projections de déficit contenues dans ce budget n'incluent toujours pas les économies planifiées et, par conséquent, l'orientation prévue du déficit durant les prochains exercices est similaire à celle présentée en mars.

Compte tenu de la légère hausse du déficit cette année, les besoins de financement de l'exercice 2011-2012 ont été révisés à la hausse pour passer de 34,0 milliards \$ dans le budget de mars à 35,6 milliards \$ ; les besoins de financement pour les autres exercices sont demeurés essentiellement inchangés (en hausse de 0,1 milliard \$ annuellement durant les exercices 2012-2013 à 2014-2015). Le déficit de l'exercice 2010-2011 a été révisé à la baisse, passant de 40,7 milliards \$ dans le budget de mars à 36,2 milliards \$ ; cette correction n'influe aucunement sur le profil du déficit, mais elle a une incidence minime sur l'évolution du ratio dette/PIB.

Les hypothèses budgétaires sont les mêmes que celles figurant dans le budget de mars, alors que le gouvernement prévoit un taux de croissance économique de 2,9 % en 2011 et de 2,8 % en 2012. Il s'agit de données prudentes par rapport à nos prévisions de 3,2 % et de 3,1 % respectivement. De plus, le budget intègre aux recettes un ajustement de 1,5 milliard \$ par exercice en fonction du risque, ce qui procure une certaine marge de manoeuvre si jamais l'économie progresse plus lentement que prévu.

### État sommaire des opérations (en milliards de dollars)

	<u>2010-11</u>	<u>2011-12</u>	<u>2012-13</u>	<u>2013-14</u>	<u>2014-15</u>	<u>2015-16</u>
<b>Opérations budgétaires</b>						
Recettes Budgétaires	235,6	249,1	264,4	281,2	296,8	309,2
Dépenses de programmes	240,8	248,4	247,3	252	257,7	265,6
Frais de la dette publique	30,9	33	36,5	38,6	39,4	39,4
Total des dépenses	271,7	281,4	283,8	290,7	297,1	305
<b>Équilibre budgétaire</b>	-36,2	-32,3	-19,4	-9,4	-0,3	4,2
<b>Dette fédéral</b>	553,1	585,4	604,8	614,2	614,5	610,3
<b>Pourcentage du PIB</b>						
Recettes budgétaires	14,5	14,6	14,7	14,9	15,1	15
Dépenses de programmes	14,8	14,5	13,8	13,4	13,1	12,9
Frais de la dette publique	1,9	1,9	2	2,1	2	1,9
Équilibre budgétaire	-2,2	-1,9	-1,1	-0,5	0	0,2
Dette fédéral	34	34,3	33,7	32,6	31,2	29,7
<b>Hypothèses économiques</b>						
(% de variation annuelle)						
	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>	<u>2013</u>	<u>2014</u>	<u>2015</u>
Croissance du PIB réel	3,2	2,9	2,8	2,7	2,5	2,5
Inflation du PIB	2,9	2,8	2,1	2,1	2	2
Croissance du PIB nominal	6,3	5,8	5	4,9	4,5	4,5
Taux des bons du Trésor - 3 mois*	0,6	1,3	2,5	3,4	3,9	4,1
Taux des obligations du gouvernement - 10 ans *	3,2	3,5	4	4,6	4,8	5
Taux de chômage	8	7,5	7,2	7	6,7	6,5
Croissance du PIB réel des É.-U.	2,9	3,1	3,1	3,2	3,3	3,2

\* %, fin de la période

Source: Statistiques Canada, Bureau of Economic Analysis, Recherche économique RBC

Le contenu de ce rapport est la propriété de la Banque Royal du Canada et ne peut être reproduit d'aucune manière, en tout ou en partie, sans l'autorisation expresse écrite du titulaire du droit d'auteur. Les informations et statistiques contenues dans les présentes ont été préparées par la Recherche économique RBC sur la base de renseignements provenant de sources jugées fiables. Nous ne faisons aucune déclaration ni ne donnons aucune garantie, expresse ou implicite, concernant leur précision ou leur exhaustivité. Cette publication est destinée à l'information des investisseurs et du monde des affaires et ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation visant l'achat de valeurs mobilières.